Compte rendu de séance

Séance du 18 Juin 2025

L' an 2025 et le 18 Juin à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances ,Salle du Conseil sous la présidence de LOCTIN Emmanuel Maire

Présents : M. LOCTIN Emmanuel, Maire, Mmes : BERNARD Françoise, CANOT Fabienne, FLEURY Aurélie, MONTIGNAC Elodie, PALLADINI Frédérique, MM : CAIRA Yannick, POUZOL Philippe, RAYMOND Jean-Luc, VINCENT Jean-Luc

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme BERNARD-FOUCAULT Régine à M. LOCTIN Emmanuel

Excusé(s) : Mme GAUCHER Martine, M. FERRE Jérôme, SORIAUX Sandrine

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 14
- Présents : 10

Date de la convocation : 11/06/2025

Date d'affichage : 11/06/2025

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture de Nevers

le : 23/06/2025

et publication ou notification

du : 23/06/2025

A été nommé(e) secrétaire : Mme MONTIGNAC Elodie

SOMMAIRE

Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP) - 2025_028

Modification statuts du SICC - 2025_029

Autorisations spéciales d'absences - 2025_030

Délibération portant arrêt de l'encaissement par le Centre de Gestion de la Nièvre de la cotisation médecine due au GIP Santé et Sécurité au Travail inter fonctions publiques de la Nièvre - 2025_031

Subvention restauration mur de l'église - 2025_032

Fixation des durées d'amortissement pour l'assainissement - 2025_033

Zone d'accélération validation des zones et des cartes - 2025_034

Décision modificative commune - 2025_035

Décision modificative assainissement - 2025_036

Fixation du montant maximum pour l'ouverture d'une ligne de crédit – 2025_037

Départ de Fabienne CANOT à 19h05

Arrivée de Sandrine SORIAUX à 19h14

Arrivée de Fabienne CANOT à 19h18

Quorum = 9 + 1 procuration

Quorum = 10 + 1 procuration

Quorum = 11 + 1 procuration

Adoption du compte rendu du 07 avril 2025

Aucune observation

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Décisions du maire

NON PRÉEMPTION

DIA05807225N0006 = 27 Rue du Buisson Merle

DEVIS

Expert Jardin Tracteur tondeuse = 12 900 €

Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP)

réf : 2025_028

2025 :

GRDF utilise le domaine public souterrain de la commune et est donc redevable de la RODP

Calcul de la RODP = $((0.035 \text{ €} \times L) + 100 \text{ €}) \times \text{indice}$

Longueur Chevenon = 6439 mètres

Indice = 1.42

Total RODP GAZ = 462 €

Monsieur le Maire propose de demander 462 € au titre de la RODP GAZ auprès de GRDF.

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Modification statuts du SICC

réf : 2025_029

Proposition de délibération venant du SICC

Monsieur Le Maire indique aux membres du conseil municipal que suite à l'adhésion de la commune de CHEVENON au SICC, les statuts du SICC doivent être modifiés pour la compétence de l'assainissement non collectif (ANC).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal émet un avis favorable pour ces modifications.

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Autorisations spéciales d'absences

réf : 2025_030

Il appartient au Conseil Municipal de fixer, conformément aux articles L.622-1 à L.622-5 du code général de la fonction publique, les modalités d'attribution d'autorisations d'absences pour les agents territoriaux après avis du Comité Technique compétent.

Les autorisations spéciales d'absences (ASA) permettent à l'agent de s'absenter de son service alors qu'il aurait dû exercer ses fonctions, lorsque les circonstances le justifient.

Certaines autorisations spéciales d'absence sont prévues par la loi ou le règlement. Elles peuvent être de droit ou accordées sous réserve des nécessités de service.

Les autres autorisations spéciales d'absence, mentionnées ci-dessous, constituent une faculté, accordée par le chef de service ou par l'autorité, en fonction de situations individuelles particulières, et sous réserve des nécessités de service.

Il appartient au chef de service ou à l'autorité de prendre toutes mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de son service. A cet égard, il ne peut accorder d'autorisations d'absence qu'au regard de la nécessité de garantir la continuité du service public, tout en prenant en compte les situations personnelles de chacun des agents.

Dans tous les cas, il est rappelé que l'agent, souhaitant bénéficier d'une ASA, doit en faire la demande écrite, en amont et dans un délai raisonnable, à son chef de service ou à l'autorité.

Par ailleurs, les ASA sont à prendre lors de la survenance de l'évènement pour lequel elles sont accordées. Elles ne peuvent être reportées à une autre date ni être octroyées quand l'agent est en congé pour maladie ou absent pour tout autre motif régulier.

Le comité social territorial a donné un avis favorable en date du 8 avril 2025.

Le Maire propose à l'assemblée :

ENFANTS		
Congés d'adoption 1 enfant		
Nombre d'enfant déjà à charges	Durée du congé s'il est pris par un seul parent	Durée du congé s'il est réparti entre les deux parents
0 ou 1	16 semaines	16 semaines + 25 jours
2 ou plus	18 semaines	18 semaines + 25 jours

Congé pris à la date d'arrivée de l'enfant ou au maximum 7 jours avant la date d'arrivée ; pour un seul des parents ou à répartir entre les deux.

Congés d'adoption 2 enfants et plus		
Nombre d'enfant déjà à charges	Durée du congé s'il est pris par un seul parent	Durée du congé s'il est réparti entre les deux parents
0 ou 1	22 semaines	22 semaines + 32 jours
2 ou plus	22 semaines	22 semaines + 32 jours

Congé pris à la date d'arrivée de l'enfant ou au maximum 7 jours avant la date d'arrivée.

Congé de naissance

3 jours ouvrables à partir du jour de naissance du ou des enfants ou du 1er jour ouvrable qui suit :

- naissance un lundi : congé lundi mardi mercredi
- naissance un dimanche : congé lundi mardi mercredi
- naissance un jour férié : congé les 3 jours ouvrables suivants

Congé d'adoption

3 jours ouvrables pris de manière continue ou fractionné dans les 15 jours entourant l'arrivée de l'enfant. (cumulable avec le congé d'adoption)

Congé paternité et d'accueil d'un enfant

1 enfant

25 jours calendaires (samedi et dimanche compris) :

- 4 jours pris obligatoirement à la suite du congé de naissance de 3 jours

- 21 jours restant pris en une seule fois ou en deux fois avec un minimum de 5 jours sur une période

ex : 7 et 14 jours, 5 et 16 jours

Les 21 jours doivent être pris dans les 6 mois suivant la naissance

2 enfants et plus

32 jours calendaires dans les mêmes conditions que pour 1 enfant

- 4 jours pris obligatoirement à la suite du congé de naissance de 3 jours

- 28 jours restant pris en une seule fois ou en deux fois avec un minimum de 5 jours sur une période

ex : 7 et 21 jours, 5 et 23 jours

Les 28 jours doivent être pris dans les 6 mois suivant la naissance

ENFANTS

Autorisation d'absence accordée par famille et par an pour garde d'enfants ou enfant malade. (décompte par année civile ou par cycle scolaire)

Les autorisations d'absences sont accordées si les **nécessités de service** le permettent et sur **présentation d'un certificat médical ou tout autre pièce justificative**

enfant de 16 ans maximum ou handicapé

couple d'agent publics à temps plein

1 fois le nombre de jours de travail par semaine +1

Travail sur 5 jours	$5 + 1 = 6$ jours
---------------------	-------------------

Travail sur 4 jours	$4 + 1 = 5$ jours
---------------------	-------------------

couple d'agent public à temps partiel

1 fois le nombre de jours de travail par semaine +1 x quotité de travail de l'agent

Travail sur 5 jours à 75 %	$(5+1) \times 75 \% = 4,5$ jours
----------------------------	----------------------------------

Travail sur 5 jours à 50 %	$(5+1) \times 50 \% = 3$ jours
----------------------------	--------------------------------

couple dont conjoint en recherche d'emploi

1 fois le nombre de jours de travail par semaine + 1 x 2

En cas de temps partiel de l'agent x par la quotité de travail de l'agent

ex 1 fois le nombre de jours de travail +1 x 2 x 50 %

couple dont conjoint ne bénéficiant pas d'autorisation d'absence

2 fois le nombre de jours de travail +2 soit 12 jours

En cas de temps partiel de l'agent x par la quotité de travail de l'agent

ex 2 fois le nombre de jours de travail +2 x 2 x 50 %

personne seule

2 fois le nombre de jours de travail +2 soit 12 jours

En cas de temps partiel de l'agent x par la quotité de travail de l'agent

ex 2 fois le nombre de jours de travail +2 x 2 x 50 %

congé de présence parental (enfant à charge malade, accidenté, handicapé qui nécessite présence soutenue)

310 jours sur une période 36 mois (3 ans) pour un même enfant avec la même pathologie

FAMILLE

congé de proche aidant (conjoint, ascendant, descendant, collatéral 4 ème degré)

3 mois maximum renouvelables dans la limite d'1 an sur l'ensemble de la carrière

congé de solidarité familiale (ascendant, descendant, frère, sœur ou personne ayant désigné le salarié comme personne de confiance)

réduction ou cessation d'activité professionnelle pour accompagner un proche en fin de vie

cessation d'activité

3 mois maximum renouvelable 1 fois

au moins 7 jours consécutifs dont la durée cumulé ne peut excéder 6 mois

réduction de temps

temps partiel de 50, 60, 70 ou 80 % pendant une période maximale de 3 mois renouvelable 1 fois

FAMILLE

Décès d'un proche ou de celui de son conjoint sur présentation d'un justificatif

grands parents	1 jour
parents	3 jours
conjoint (unis par mariage ou par PACS)	3 jours
enfants	
moins de 25 ans	14 jours ouvrables
plus de 25 ans	12 jours ouvrables
enfant lui même parent	14 jours ouvrables
autres descendants ou ascendants (frère, sœur, oncle, tante, cousins, cousines, neveux, nièces,...)	1 jour
Mariage ou pacs de l'agent	
5 jours ouvrables	

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

**Délibération portant arrêt de l'encaissement par le centre de gestion de la Nièvre de la cotisation médecine
due au GIP santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre
réf : 2025_031**

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 452-47 du code général de la fonction publique ;

Vu le décret n ° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Considérant la création au 1^{er} janvier 2023 d'un groupement d'intérêt public (GIP) santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre dont le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Nièvre est membre ;

Considérant que le GIP santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre assure l'ensemble des missions en matière de suivi médical et de prévention des risques professionnels des agents employés par les collectivités ;

Monsieur le Maire propose :

1 - Que l'encaissement de la cotisation médecine sera réalisé directement auprès du GIP santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre à compter du 1^{er} juillet 2025 ;

2 - D'autoriser le Maire à signer l'ensemble des actes et décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

**Subvention restauration mur de l'église
réf : 2025_032**

La commune a rencontré un problème d'effondrement du mur entourant le périmètre de l'église de Chevenon. Ce sinistre est lié aux fortes pluies de décembre 2023, gorgeant le sol et exerçant une pression telle qu'il a cédé.

Ce mur étant dans le périmètre de protection des Monuments Historiques (Château de Chevenon), l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France a été sollicité. La reconstruction est actée mais avec des prescriptions qui élèvent substantiellement le coût des travaux estimé à 20 400 € HT.

Ce patrimoine participe à l'identité du territoire communal et suscite l'attachement des habitants et participe à la qualité du cadre de vie.

La commune, en adhérant à la caisse des monuments et des sites de la Nièvre (CAMOSINE), peut légitimement prétendre à une aide pour la restauration du mur.

Par ailleurs, il est possible de mobiliser l'aide à la Région Bourgogne-France-Comté à travers le dispositif « Restauration et valorisation du patrimoine rural non protégé ». Le projet devra avoir fait l'objet du lancement d'une souscription par la Fondation du patrimoine pour recevoir une aide issue de la subvention régionale.

Dépenses (HT)		Recettes	
Travaux réfection mur de l'église	20 400 €	Région BFC (Restauration et valorisation du patrimoine) (20%)	4 100 €
		CAMOSINE (20%)	4 100 €
		Commune (20%)	12 200 €
TOTAL	20 400 €	TOTAL	20 400 €

Mr le Maire propose au conseil municipal :

- valide le projet de restauration du mur de l'église ;
- autoriser Monsieur le Maire à lancer une souscription par la Fondation du patrimoine pour la restructuration du mur ;
- autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions indiquées dans le tableau de financement prévisionnel ci-dessus ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tous documents se rapportant au projet ;
- décide de prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Fixation des durées d'amortissement pour l'assainissement réf : 2025_033

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler.

Ce procédé permet de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

L'instruction M49 rend obligatoire l'amortissement des biens renouvelables pour les services publics d'eau, d'assainissement et le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

A ce titre les règles de gestion concernant les amortissements sont les suivantes :

- Les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur coût d'acquisition TTC ;
- Le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire sans prorata temporis à compter de l'exercice suivant l'acquisition ;
- Tout plan d'amortissement en cours se poursuivra selon ses modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction)

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de fixer, en application des préconisations réglementaires, les durées d'amortissement par instruction et par compte.

Les durées d'amortissement proposées et à appliquer sont les suivantes :

Bien ou catégorie de bien	Durée d'amortissement possible	Amortissement choisi
Biens inférieurs à 1000 €	1 an	1 an
Matériel informatique	2 à 5 ans	2 ans
Engins de travaux publics, véhicules	4 à 8 ans	4 ans
Organes de régulation (électronique, capteur, etc...)	4 à 8 ans	4 ans
Appareil de laboratoires, matériel de bureau (sauf informatique), outillages	5 à 10 ans	5 ans
Mobilier de bureau	10 à 15 ans	10 ans
Bâtiments légers, abris	10 à 15 ans	10 ans
Pompes, appareils électromécaniques, installations de chauffage (y compris chaudière), installations de ventilation	10 à 15 ans	10 ans
Installations de traitement de l'eau potable (sauf génie civil et régulation)	10 à 15 ans	10 ans
Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	15 à 20 ans	15 ans
Bâtiments durables (en fonction du type de construction)	30 à 100 ans	30 ans
Ouvrages de génie civil pour le captage, le transport et le traitement de l'eau potable, canalisation d'adduction d'eau	30 à 40 ans	30 ans
Station d'épuration (ouvrage de génie civil) :		
Ouvrages lourds (agglomération importantes)	50 à 60 ans	50 ans
Ouvrage courant, tels que bassin de décantation, d'oxygénation, etc...	25 à 30 ans	25 ans
Réseaux d'assainissement	50 à 60 ans	50 ans

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

**Zone d'accélération validation des zones et des cartes
réf : 2025_034**

Vu la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, notamment son article 15,

Monsieur le Maire rappelle que les zones d'accélération avaient été définies par délibération 2024-021 du conseil municipal en date du 10 avril 2024 suite à la concertation publique réalisée par un dossier d'information mis à disposition du public du 11 mars au 10 avril 2024.

Elles ont ensuite été transmises au référent préfectoral unique de l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique puis au Comité Régional de L'énergie (RCE) le 15 mars 2025.

Monsieur Le Maire précise :

Le RCE du 13 mai 2025 fait le constat d'un bilan d'étape de définition des ZAER encourageant grâce au déploiement d'un accompagnement des communes par de multiples acteurs et valide la 2ème vague de définition des ZAR (la première ayant été validée le 22 novembre 2024). Chaque référent préfectoral doit prendre un arrêté départemental qui arrête la cartographie des ZAER sur leur territoire. A l'issue de la publication du décret de régionalisation des objectifs de la PPE 3, le CRE se réunira pour donner un avis sur la suffisance des ZEAR définies à atteindre les objectifs régionaux.

- Photovoltaïque : prioriser le développement du photovoltaïque dans les deux espaces ayant déjà fait l'objet d'études de faisabilité.

* Zone 1

- proche de la voie communale menant aux domaines de Manicrot et Maillard et de la départementale 13 direction Fleury sur Loire
 - situé aux emplacements des lieux dit suivant :
 - > Pâture du Chemin de la Col ;
 - > Pré Mousset ;
 - > Pré Clos ;
 - > Herbage de Manicrot ;
 - > Les Terres Douces ;
 - > Les Chaumes Douces ;
 - > Pré du Chêne ;
 - > Champ du corbier.
- Parcelles C 149 - 167 - 168 - 169 - 179 - 282 -284 et 298

* Zone 2

- situé à l'endroit de la gravière alluvionnaire de Chevenon sur la carrière exploitée par la société Egiom (plan annexe 2)
- Parcelles A 292 - 334 - 336 - 338 - 339 - 341 - 343 - 345 - 348 - 349 - 352 - 354 - 356 - 357 et 360

Sur l'ensemble du territoire de la commune :

- Solaire Photovoltaïque sur bâtiments et ombrières
- Solaire Thermique au sol
- Solaire thermique sur bâtiments et ombrières :
- Géothermie (y compris pompe à chaleur géothermique)
- Pompes à chaleur aérothermique

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de

- Valider la cartographie des ZAER sur le territoire de la commune,
- Valider la transmission de la cartographie de ces zones à M le Secrétaire Général, référent préfectoral unique du département de la Nièvre en vue de son arrêté définitif,

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Décision modificative commune
réf : 2025_035

Un point sur les comptes a été réalisé et des recettes supplémentaires sont à comptabiliser.

Le tracteur tondeuse est tombé en panne et son changement est nécessaire.

Nous devons budgétiser le début des études pour la sécurisation des voiries route de jaugenay et route du canal et faire des ajustements au niveau des amortissements.

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Libellé	Montant	Compte	Libellé	Montant
023-023	Virement à la section d'investissement	3 839,74€	021-021	Virement de la section de fonctionnement	3 839,74 €
012-6064	Fournitures administratives	909,26 €	10-10222	FCTVA	12 305,35 €
012-61551	Entretien et réparation matériel roulant	1 022,91 €	040-2803 1	Frais d'étude	83 €
012-6261	Frais d'affranchissement	200 €	013-6419	Remboursement sur rémunération du personnel	3 118,44 €
042-6811	Dotation aux amortissements	83 €	70-7022	Coupes de bois	45 €
21-21578-op 202505	Autre matériel technique	12 900 €	74-744	FCTVA	1 022,91 €
20-2031-op 2025-06	Frais d'étude	3 328,09 €	74-7484	Dotation de recensement	1 154€
			77-773	Mandats annulés	714,56 €
TOTAL		22 283 €	TOTAL		22 283 €

Monsieur le Maire propose de valider la décision modificative de la commune.

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Décision modificative assainissement
réf : 2025_036

Après consultation de la trésorerie, il convient de remettre à jour les amortissements du budget assainissement et nous avons reçu du FCTVA pour les travaux de l'année dernière.

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Libellé	Montant	Compte	Libellé	Montant
040-13911	Subvention d'équipement	1 305 €	10-10222	FCTVA	5 372,21 €
23-2315-op 2024-01	Installation technique	6 543,51 €	040-28156	Matériel spécifique	1 333 €
042-6811	Dotation aux amortissements	2 476€	040-28158	Autres installations techniques	1 143 €
			70-70611	Redevance assainissement collectif	3 344,40 €
			70-706121	Redevance pour modernisation	- 2 700 €
			75-7581	FCTVA	526,60 €
			042-777	Quote de part de subvention	1 305 €
TOTAL		10 324,21 €	TOTAL		10 324,21 €

Monsieur le Maire propose de valider la décision modificative de l'assainissement.

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Fixation du montant maximum pour l'ouverture d'une ligne de crédit
réf : 2025_037

Lors du conseil municipal du 5 juin 2020, celui-ci a donné délégation au maire pour la réalisation de lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal.

A ce jour, le montant maximum n'a pas été défini.

Monsieur Le Maire propose de fixer le montant à 60 000 €.

Vote : 12 pour, 0 abstention, 0 contre

Informations diverses :

Actualité CCLA : La communauté de communes ouvre un siège de plus pour Chevenon passant de 2 à 3 conseillers communautaires.

ANCT : Le projet du bar du centre passe devant l'ANCT la semaine prochaine afin de pouvoir réaliser les études nécessaires en vu de sa réouverture.

La séance est levée à 20h30

Le Maire
Emmanuel LOCTIN

Le secrétaire de séance
Elodie MONTIGNAC